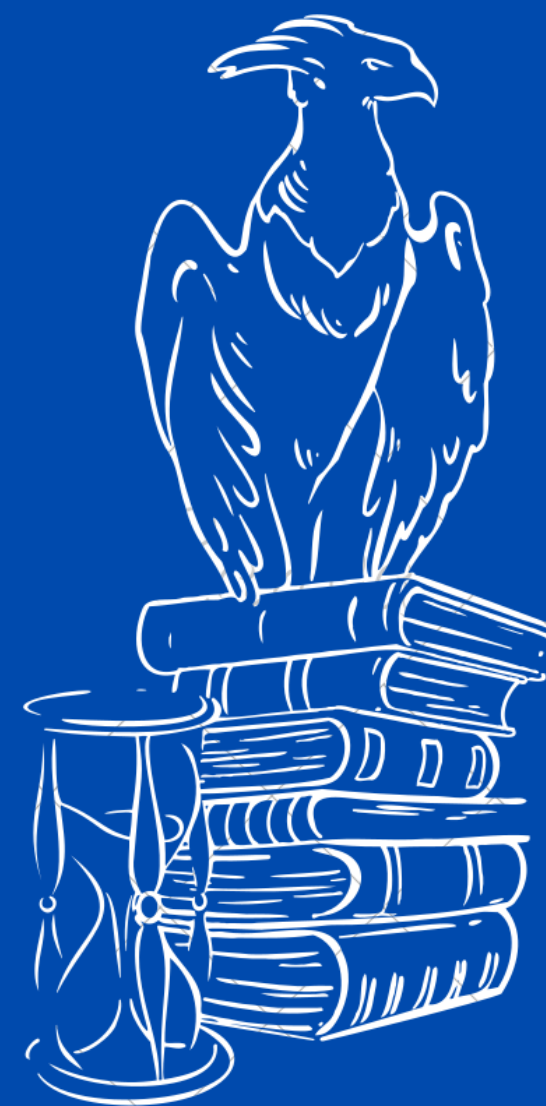


Harry pot'tut et les secrets de la santé numérique

saison 2



Sommaire

I) Concepts et champs d'application

II) Cadre légal

III) Principes de la loi IFL

IV) Accès au dossier médical

V) Autres dispositions

VI) Récapitulatif et évolution

CONCEPTS ET CHAMPS D'APPLICATION

Données à caractère personnel

Toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement



Traitement des données

Fichier : tout ensemble structuré et stable de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés.

Notion de traitement : (Article 2) Opération ou ensemble d'opérations portant sur des données personnelles.

Utilisation des données

Ces informations médicales personnelles sont une ressource essentielle dans les domaines de l'épidémiologie, de la maîtrise des dépenses de santé, du commerce et des assurances. C'est parce qu'elles intéressent beaucoup de monde qu'elles doivent être protégées c'est le principe du secret médical.

Ce secret médical peut être partagé, mais se pose alors la question de savoir avec qui.

Ce sont les ordonnances de 1996 qui précisent qu'en dehors des soignants, ont accès au secret médical les inspecteurs de l'action sanitaire et social et les médecins conseils

Responsable et destinataire

Responsable :

La personne l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine les finalités et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

Où? Établi sur le territoire français

Destinataire:

Toute personne habilitée à recevoir communication des données autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargées de traiter les données.



Données médicales



L'expression « données médicales » se réfère à toutes les données à caractère personnel relatives à la santé d'une personne.

Données de santé

Les données de santé, comme les données relatives aux origines raciales, à l'opinion politique, à la vie sexuelle, ... sont des données sensibles dont le traitement est en principe interdit.
il existe des dérogations

CADRE LÉGAL

En France

Loi du 6/01/78 : loi Informatique, Fichiers et Libertés (IFL), relative au développement, à l'utilisation et la protection des fichiers informatiques et manuels.

Institution de la CNIL par cette loi (Commission Nationale Informatique et Libertés): Autorité administrative **indépendante** chargée de veiller au respect de la loi



En Europe

Recommandations du conseil de l'Europe du 3/01/81 relatives aux banques de données médicales automatisées

Directive du 24/10/95 : vise à réduire les divergences entre législations nationales sur la protection des données personnelles au sein de l'Europe
§ Règlement de la protection des Données (RGPD) du 25 mai 2018

PRINCIPES DE LA LOI IFL



Protection des données

La confidentialité des informations:

Seuls les utilisateurs habilités dans les conditions normalement prévues doivent avoir accès aux informations.

L'intégrité des informations

Les informations ne sont modifiables que par les utilisateurs habilités dans les conditions d'accès normalement prévues.

La disponibilité des informations

Les informations peuvent en permanence être employées par les utilisateurs habilités dans les conditions d'accès et d'usage normalement prévues

Déclaration

la loi du 6/01/78 (IFL), tout fichier informatisé nominatif de façon directe ou indirecte doit être déclaré à la CNI

Le déclarant doit spécifier certaines choses.



Déclaration normale

Contenu de la déclaration : (Article 30)

L'identité du responsable, la ou les finalités du traitement, les interconnexions éventuelles, les données traitées, leur origine, les catégories de personnes concernées, la durée de conservation, le ou les services chargés de mise en œuvre, les destinataires des données, le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès, les dispositions prises pour assurer la sécurité des données

Déclaration simplifiée

La CNIL peut adopter des normes simplifiées pour les traitements les plus courants dont la mise en œuvre n'est pas susceptible de porter atteinte à la vie privée ou aux libertés

Finalité

Une finalité : (Article 6-2)

§ déterminée

§ explicite

§ légitime, correspondant aux missions de l'organisme

Obligation de sécurité

Il appartient au responsable du traitement de prendre toutes précautions utiles : Respect de l'intégrité et de la confidentialité des données



Les droits des personnes

- Droit à l'information préalable et consentement éclairé
 - Droit de curiosité
- Droit d'accès direct et indirect
 - Droit de rectification
 - Droit à l'oubli

ACCÈS AU DOSSIER MÉDICAL

Mesures de protection

Protection des données médicales

Mesures de protection des informations nominatives au niveau du circuit et du stockage du dossier médical

Procédures de destruction des documents nominatifs

Accès au dossier

Le patient lui-même : avec la loi du 4 mars 2002

La personne de confiance (parent, proche, médecin, ...)

Les ayants-droits d'un patient décédé sous certaines conditions

Le médecin libéral et les médecins du service public hospitalier qui soignent le malade

Propriété du dossier

Le patient (loi du 4 mars 2002 dite Kouchner)

§ Le médecin et l'établissement sont co-propriétaires du dossier médical

Schéma :



(Schéma récap fait par mes soins dans la ronéo 2 sur le Dossier médical)

Communication des données

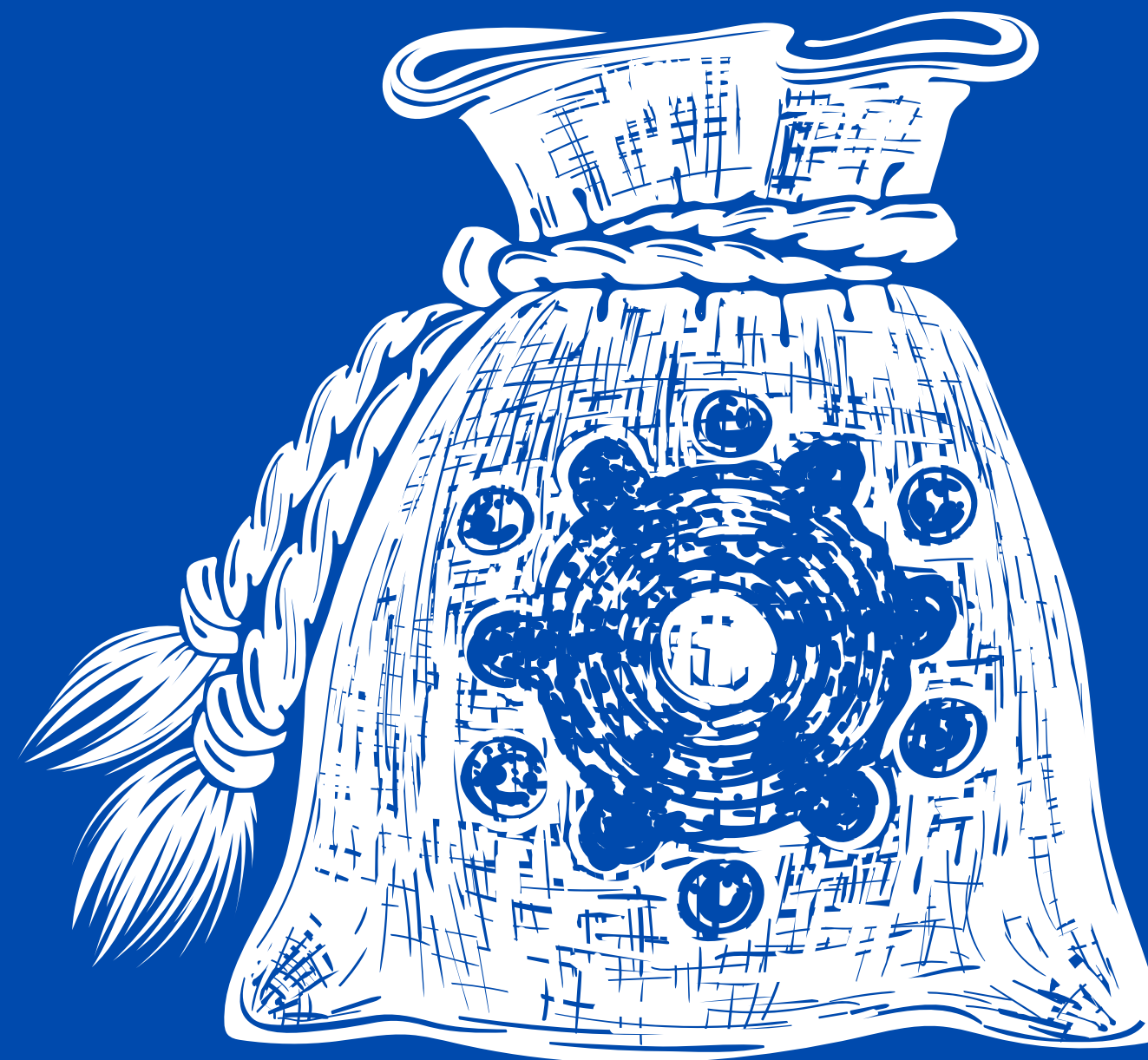
Ce dossier contient au moins les éléments suivants, ainsi classés :

Informations formalisées recueillies lors des consultations externes dispensées dans l'établissement, lors de l'accueil au service des urgences ou au moment de l'admission et au cours du séjour hospitalier

Informations formalisées établies à la fin du séjour

✕ Informations mentionnant qu'elles ont été recueillies auprès de tiers n'intervenant pas dans

la prise en charge thérapeutique ou concernant de tels tiers Seules sont communicables les informations énumérées au et au



AUTRES DISPOSITIONS



Le CIL

Défini depuis la refonte de la loi du 6 janvier 1978 en 2004 : CIL
(Correspondant Informatique et
Libertés)

Sa nomination permet un allègement des formalités

La désignation est facultative et ouverte à tout responsable de
traitement

Le CIL a un rôle de : Conseil, Recommandation, Médiation , Alerte,
Information

Attention : Le CIL ne sanctionne pas



RÉCAPITULATIF E T ÉVOLUTION

Code de la Santé Publique

Obligation de confidentialité des données médicales

Droit d'être informé

Droit d'accéder aux informations

Obligation d'assurer la sécurité du stockage des données



Complété le 7.10.2016 (République numérique)

Droit à l'oubli pour les mineurs

Mort numérique

Portabilité des données

En cas de violation des données, obligation d'information des personnes concernées

Montant maximal des sanctions porté à 3 millions d'euros

Chapitre IX de la loi IFL

Désormais applicable en matière de recherche, d'étude ou d'évaluation dans le domaine de la santé

Les traitements de données à caractère personnel ayant pour finalité ces recherches sont soumis à l'autorisation de la CNIL

Les 5 points clés de la loi IFL

- 1) Finalité : Les données sont recueillies pour un but précis, préalablement défini
- 3) Durée de conservation: Pas de conservation indéfinie des informations personnelles
- 2) Proportionnalité et pertinence: Seules les informations pertinentes et nécessaires au regard des objectifs sont utilisées
- 4) Sécurité: Prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des données
- 5) Droits des personnes :Information, accès, rectification, suppression et opposition / consentement sur leurs données

Les nouveautés RGPD (2018)

Formalités allégées à Accountability

Désignation d'un délégué à la protection des données pour certaines entreprises

Garantir la protection des données par défaut ou dès la conception

Étude d'impact sur la vie privée

Signalement des violations de données

Merci pour votre attention

Bon courage <3333

